

REVISION DES PROGRAMMES DE L'ECOLE MATERNELLE ET DE

L'ECOLE PRIMAIRE

COMPTE RENDU DE LA REUNION TENUE A L'ECOLE EUROPEENNE
DE BRUXELLES, LE JEUDI 5 OCTOBRE 1972

Etaient présents :

1. Monsieur l'Inspecteur Général CHRISTIAENS, Président
2. Pour les Ecoles de :
 - Bruxelles : MM. MITTLER, HENNIN, Mme PISTONI
 - Luxembourg : MM. JANSEN, VALENNE, Mlle MEYER
 - Mol : MM. LIBOTTON, Mlle STORM, Mme DONEUX
 - Varese : MM. ARBICONE, FIJMAN, Mme LO JUDICE
 - Karlsruhe : M. VIVES, Mme AUBRY, Mlle GANDOLFO
 - Bergen : MM. WINTRINGER, BAUMANN, Mlle GEURTS
3. Comme représentants du personnel : Mlle DIEHM, M. RAL
4. En qualité d'observateur : M. BLACK

*

*

*

La séance est ouverte à 9h.

Le Président souhaite la bienvenue aux assistants. Il remercie le personnel des Ecoles pour l'examen consciencieux qui a été fait du document qui sera mis en discussion (Etude préparatoire à une révision des programmes - voir Bulletin pédagogique n° 26, janvier 1972, pages 5 et suivantes)

Il propose l'ordre du jour suivant :

- a) discussion générale et impression globale
- b) discussion des grands principes pédagogiques et méthodologiques de base.
- c) lecture des textes : "Avant-projet d'introduction générale à un plan des activités dans les jardins d'enfants" et "Avant-projet d'introduction à un plan d'études des écoles primaires" (pages 17 et 30 du document).

Le Président propose de ne pas discuter des chapitres I et II : perspectives d'évolution et synthèses, puisqu'il s'agit là d'un énoncé de faits et de prévisions dont nous avons simplement à prendre acte.

Ces propositions sont adoptées.

*

*

*

I. DISCUSSION GENERALE ET IMPRESSION GLOBALE

De cet échange de vues il apparaît :

- qu'il y a accord unanime pour approuver le document dans son ensemble.
- quelques observations de détail seront formulées ultérieurement.
- il aurait été souhaitable qu'avant la réunion de ce jour chaque école eût été mise en possession des rapports des autres écoles.
- les réformes proposées devront entraîner une diminution de la charge des enseignants.

*

*

*

II. DISCUSSION DES GRANDS PRINCIPES PEDAGOGIQUES ET METHODOLOGIQUES DE BASE

1er Principe :

L'éducation est un processus continu (école maternelle → école primaire → école secondaire) dans lequel chaque niveau a des caractéristiques propres et spécifiques, mais dans lequel chaque niveau prépare aussi au niveau suivant.

L'assemblée marque son accord en insistant sur le fait que dans la première classe de chaque niveau devrait se retrouver l'atmosphère du niveau précédent.

2ème Principe :

Il faut donner des chances égales à tous les enfants.

Accord général avec les remarques suivantes :

- que faire des enfants déficients et handicapés ?

Il paraît exclu d'avoir jamais, dans nos écoles, des classes d'enseignement spécial.

- dès lors il faut recourir à l'individualisation de l'enseignement, chaque maître appliquant ce principe au mieux des possibilités de sa classe.
- L'individualisation pour le problème du nombre minimum d'élèves par classe. Ces minima devraient être abaissés.
- L'individualisation pose de même le problème du passage de classe des enfants de niveau faible. Ce passage ne peut dépendre de notations purement chiffrées
 - on suggère une organisation plus souple des classes
 - on suggère aussi l'ouverture de "classes de soutien". (à population mobile).

3ème principe :

Il faut partir de l'enfant, de ce qu'il est, des potentialités qu'il possède, et les développer au maximum.

Accord unanime.

4ème principe :

Il faut puiser les motivations de son enseignement dans les intérêts et les besoins de l'enfant.

Accord unanime.

5ème principe :

Il faut pratiquer une pédagogie fonctionnelle.

Accord unanime, avec cette réserve qu'il n'est pas toujours aisé de définir les intérêts de l'enfant.

6ème principe :

Fin de l'encyclopédisme et du compartimentage en branches distinctes.

Accord unanime.

7ème principe :

La formation importe plus (ou tout au moins autant) que l'information.

Accord unanime.

Il faudrait rédiger un programme minimum pour chaque classe.

8ème principe :

L'exploitation du milieu ne peut constituer un but en soi.
C'est un instrument au service de la formation et de l'extension des connaissances.

Accord.

- Il est insisté sur le milieu très particulier que constitue une Ecole européenne. Il faut donc favoriser et multiplier les contacts entre élèves et entre professeurs. Il faudrait davantage de collaboration entre les diverses sections linguistiques.
- Les programmes devraient être suffisamment souples pour ne pas trop lier les instituteurs.
- Souplesse nécessaire des horaires pour que l'instituteur ait la possibilité, à certains moments, d'aller suivre les activités dans une autre classe.

9ème principe :

La matière, bien qu'envisagée globalement, doit être ordonnée au niveau de l'élève (groupements élémentaires à l'école maternelle, plus rationnels à l'école primaire, synthèses simples dans la classe supérieure).

Accord de l'assemblée.

10ème principe : Travail en groupes.

D'accord, moyennant une large possibilité d'initiative laissée à l'instituteur.

11ème principe : Rapports de compréhension et de collaboration entre maîtres et élèves.

D'accord, à la condition de ne pas verser dans l'exagération.
Les enfants doivent être initiés à la notion de responsabilité collective.
Ils doivent apprendre à user de la liberté sans en abuser.

Pour l'application de ce principe on demande de faire confiance aux maîtres, chacun d'eux étant évidemment conditionné par ses traditions nationales.

12ème principe : Les structures de l'école

Après une longue discussion il est proposé de ne pas modifier, actuellement, les structures de l'Ecole.

13ème principe : Passage de l'école maternelle à l'école primaire.

Ce passage doit être facilité par une préparation adéquate.

A cet effet le personnel demande :

- que soient facilités et multipliés les contacts entre les enseignants des deux niveaux, notamment par les visites réciproques dans les classes
- que soient introduites, dans la classe supérieure du jardin d'enfants, les initiations à la lecture, à l'écriture et au calcul, à l'exclusion de l'apprentissage de ces techniques comme telles.
- que le personnel soit préparé à la mise en application de ces exercices d'initiation.
- que la classe supérieure du jardin d'enfants devienne aussi une classe d'observation et que les élèves entrent à l'école primaire sur la base de leur degré de maturité et non plus sur celle de leur âge civil.
- que l'obligation scolaire débute à cinq ans (dernière classe de l'école maternelle).
- que priorité soit réservée à la formation de groupes de 5 ans s'il y a grande affluence d'élèves.
- qu'il y ait des classes maternelles pour chaque groupe linguistique, quels que soient les chiffres de la population inscrite.
- que le maximum d'enfants par classe d'école maternelle soit ramené à 25.
- que le climat de la 1ère année primaire rappelle celui de l'école maternelle.

14ème principe : Passage de l'école primaire à l'école secondaire

Malgré tout le soin que prennent les instituteurs pour amortir les difficultés de ce passage, celles-ci restent réelles.

Le personnel plaide pour :

- le maintien de la suppression de l'examen d'admission.
- pour une collaboration active entre le titulaire de la 5ème primaire et le professeur principal de la 1ère secondaire (pouvoir assister à des leçons, apprendre à connaître les élèves, échanger des idées, etc...).
- la possibilité pour l'instituteur de donner quelques heures de cours à ses anciens élèves en 1ère secondaire.
- une préparation des élèves de 5ème primaire aux difficultés qu'ils devront affronter au secondaire : rythme de travail, répartition des tâches, etc...
- une vraie classe d'observation dans le secondaire. Il semble qu'actuellement ce ne soit pas le cas.

*

*

*

III. DISCUSSION DES AVANT-PROJETS D'INTRODUCTION GENERALE ...

1) Jardin d'enfants

(page 17 du document).

Ce texte est lu alinéa après alinéa. Il ne donne pas lieu à discussion. L'accord est unanime pour l'admettre sans modifications.

Il est demandé si l'école maternelle ne devrait pas introduire le "contact" avec une deuxième langue, notamment par le truchement du chant et du jeu, à l'exclusion d'un cours didactiques.

Cette proposition est formulée par les Ecoles de Mol, Bergen, Varese et Karlsruhe. Les Ecoles de Bruxelles et de Luxembourg n'en ont pas discuté.

2) Ecoles primaires (page 30 du document)

Le texte est lu alinéa après alinéa. Il est admis à l'unanimité moyennant les additions suivantes :

- page 30, alinéa 8 : ajouter "et la seconde langue" après :
les mathématiques.
- page 31, alinéa 1 : remanier cet alinéa de manière à grouper les activités comme suit :
 - a) langue maternelle, activités mathématiques, seconde langue.
 - b) activités de prospection : observation, expression, histoire géographie, sciences.
 - c) activités artistiques
 - d) éducation physique.
- page 31, alinéa 3 : après "... (progresser selon son rythme et ses possibilités" ajouter : (compte tenu des exigences du programme).

Cette ajoute est demandée pour empêcher le passage dans la classe suivante, d'élèves qui n'auraient pas atteint un niveau suffisant. Corrélativement il est suggéré que les futurs programmes formulent après l'énoncé des matières d'études, ce que l'élève doit pouvoir faire.

En outre il est suggéré d'ajouter dans le texte :

- a) une allusion au "bonheur de vivre et de découvrir" (comme dans le texte du jardin d'enfants). Cette idée pourrait trouver sa place à la fin de l'alinéa 7, page 30, sous la forme suivante : "Elle permet d'éduquer l'enfant dans une atmosphère de vie réelle, de joie de vivre et de bonheur de découvrir".
- b) une allusion à la notion d'esprit européen, étant donné le contexte européen de l'école.

Cette idée pourrait se développer comme suit, en un alinéa final :

"Rappelons enfin que les Ecoles européennes ont, entre autres objectifs, celui de former leurs élèves à l'esprit européen. Dès lors doivent être créées les conditions favorables et doivent être saisies toutes les occasions pour y parvenir".

*

*

*

IV. AUTRES SUGGESTIONS

1. Le programme devrait contenir des directives précises (Richtliniën).
2. Si le Conseil d'Inspection ou le Conseil supérieur rejetaient l'un des principes cités plus haut, il est demandé qu'il soit, malgré tout, appliqué à titre d'essai dans une école.
3. Le personnel demande une diminution des heures de prestation pour pouvoir faire face au recyclage qui lui est nécessairement imposé, à l'augmentation du travail de préparation, etc...(même nombre d'heures de présence à l'école, mais moins d'heures de cours).
4. Les "classes de soutien", proposées plus haut, devraient être pourvues de titulaires à temps plein.
5. Il faudrait mettre fin aux rappels prématurés des enseignants, pratiqués par certaines nations.

* * *

Le Président remercie l'assistance pour la profondeur constructive des échanges de vue et de la discussion. Il demande aux Adjoints des Directeurs de remercier le personnel, dans leurs écoles respectives, pour l'effort accompli.

La séance est levée à 18 h.

Le Président - Rapporteur

sig. F. CHRISTIAENS